



Commission  
**Entreprise  
et lieux de travail**

**Collectif de réflexion et d'action**  
des communistes travaillant dans  
l'aéronautique, le spatial et l'avionique

Suivez-nous : [jcpradeau@orange.fr](mailto:jcpradeau@orange.fr)

## **Ensemble, salarié-es communistes et non communistes, continuons de débattre de quelle politique Aéronautique et Spatiale pour la France de demain ?**

Ces différents débats s'inscrivent dans la volonté des communistes d'animer des débats constructifs avec les travailleur-euses de notre filière. Nous poursuivons nos efforts à impulser et amplifier des rencontres, sur la vision de la situation de la filière Aéronautique & Spatial au niveau de la Nation. Le but de ces rencontres/débats : faire remonter au niveau national les attentes de celles et ceux qui font la renommée et les richesses de cette industrie, afin que des décisions soient prises en lien avec la réalité du terrain !

Comme vous le savez, depuis des décennies les sociétés de notre branche ont développé une tradition industrielle forte. Elles ont été contraintes par les luttes de façonner l'essor de cette filière et de nos territoires, forgeant un savoir-faire, une culture populaire, un vivre ensemble, des dynamiques singulières.

Nos derniers débats ont porté notamment sur le poids du capital avec la nécessité d'une stratégie incluant le bien-être des salarié-es par des avancées sociales et par une volonté de leur voir attribuer des pouvoirs nouveaux ainsi que des investissements à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux.

Les investissements en regard des seules commandes des maîtres d'œuvres ne peuvent suffire. La soif du rendement financier des actionnaires sans contrôle sur l'utilisation des fonds publics distribués dans l'ensemble des groupes de l'industrie de l'Aéronautique & du Spatial ne doivent pas perdurer.

A l'heure où la réindustrialisation de notre pays est l'une des priorités, les gouvernements successifs de ses dernières années se contentent de communications sans obligation de résultats.

Le dernier salon du Bourget, en juin 2025, a rappelé à quel point l'industrie de défense française comptait des entreprises diverses et variées avec des donneurs d'ordres avides de profits, de nombreux sous-traitants, équipementiers et des start-up ambitieuses.

Ce secteur de l'industrie nationale a largement profité du soutien public ces dernières années, notamment dans le cadre des aides lors de la crise Covid ou de l'augmentation conséquente du budget de la défense suite à la guerre en Ukraine et aujourd'hui en Iran. Ainsi, dès la mi-2020 des crédits sont votés en urgence pour près d'1 milliard d'euros afin d'acquérir rapidement trois *Airbus A330* militarisés, huit hélicoptères *Caracal*, des drones et divers aéronefs essentiellement pour l'armée !

Toutes ces entreprises vont bénéficier d'un budget de la nation de 430 milliards d'euros voté par le parlement jusqu'en 2030. Budget qui fait partie de l'orientation de la Communauté Européenne dans son projet « *ReArm Europe* ». Ce plan prévoit de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros d'ici 2030 !

L'industrie aérospatiale française constitue une filière stratégique au sein de l'économie nationale, imbriquée dans une dimension mondiale et dont la dimension militaire au service des politiques de domination impérialiste est à signaler et est l'objet de l'affrontement de classe.

De très fortes concentrations de salarié-es dans plusieurs régions et départements travaillent au sein de grands groupes : *Dassault Aviation, Airbus, Thales, Safran, Ariane Group* et dans le secteur de recherche *CNES, ONERA*, etc. Groupes auxquels il faut associer ceux du transport aérien et des aéroports. Cela génère aussi des activités et emplois de services induits et de sous-traitants. Ces grands groupes n'hésitent pas à déployer des entreprises de plusieurs milliers d'emplois sur tous les continents afin de générer des profits colossaux liés aux faibles coûts de main d'œuvre.

Ces industries civiles et militaires emploient plus de 220 000 salarié-es (chiffres du Gifas). Il faut rajouter à ce chiffre 200 000 emplois induits, sous-traitants, etc. Ces chiffres pèsent fortement dans le PIB du pays, en dégagant de la forte valeur ajoutée sur des technologies de pointe.

Ces innovations technologiques se sont inscrites dans une dynamique industrielle où quelques actionnaires font pression pour un retour sur investissement à très court terme alors que, de la conception d'un avion ou d'un lanceur à sa commercialisation, une dizaine d'années se sont écoulées. A titre d'exemple, la BEI (*Banque Européenne d'Investissement*) vient d'octroyer un prêt de 3 milliards d'euros à Airbus pour relancer son secteur défense et éventuellement travailler sur la décarbonation du transport aérien.

Malheureusement, il est à parier que cet argent ne figurera jamais dans le budget R&D (Recherche et Développement) mais servira plus sûrement à alimenter la distribution des profits pour les actionnaires.

Pour le long terme, les besoins mondiaux sont estimés à plus de 42 000 avions d'ici 2050.

Il est nécessaire de rappeler que ces grands groupes de la filière doivent en partie leur avance technologique et leur renommée mondiale aux financements de l'État du temps de leur statut « d'entreprises du secteur nationalisé ou public ». Sans cet appui majeur de l'État et la mobilisation des salarié-es pour le premier *Airbus*, le groupe de l'époque n'aurait jamais été numéro 1 mondial du transport civil aérien. Il en a été de même pour le Groupe *Safran*, où les financements de l'époque par avances remboursables de l'État pour le réacteur *CFM 56* et les *M53* et *M88* à *SNEC-MA* n'auraient pas permis d'avoir cette notoriété européenne et mondiale.



Les entreprises aéronautiques et spatiales ne devraient pas être dans une filière industrielle en crise. Tous les signaux sont au vert : plan de charge pour au moins dix ans, trésorerie en bonne santé, croissance importante des dividendes distribués... Dans cette dynamique industrielle, les fruits de la croissance se traduisent par des augmentations de salaires au rabais et des budgets de R&D rabougris, des emplois précaires et des plans de formation tournés vers l'économie d'entreprise mettant de côté le renouvellement « démographique » générationnel des salarié-es.

Il s'agit de s'extraire de la logique financière et de ne pas tomber dans le piège des conceptions nationalistes, conduisant à opposer, par exemple, les régions et les sites français ou européens entre eux.

Les débats démontrent que les communistes de la filière Aéronautique et Spatial, avec les salarié-es, veulent le développement de l'emploi et des salaires, des coopérations, une place pour les salarié-es dans la gestion, un capital stable avec une participation et un rôle accru de l'État. Nos fabrications de Défense ne doivent pas servir à tuer des populations et les travailleur-euses de notre filière ne doivent pas être « réquisitionné-es » pour travailler pour la guerre.

C'est notre ambition de communistes afin de contribuer à transformer la société pour répondre aux besoins qui s'expriment en profondeur et non pas à servir des intérêts égoïstes liés à la domination de la haute finance et des marchés financiers.

Cette ambition dépasse les échéances électorales. Elle doit s'inscrire dans la durée. L'activité des militant-es communistes doit permettre de mettre en avant des propositions qui ouvrent des perspectives politiques aux luttes des salarié-es, alimentent celles-ci et permettent de hausser leurs exigences.





### Quelques propositions que nous évoquons lors de ces différents débats politiques et publics :

- la relation donneur d'ordres / sous-traitants, en lien avec le projet de loi sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires (anciennement loi *GM&S*) ;
- le partage de la valeur, car comme vous le savez notre filière aéronautique est largement contributrice à la balance commerciale française, mais le partage des richesses est largement en faveur du capital et non du travail ;
- l'emploi qui peine à trouver preneur, notamment chez les jeunes, par manque de centres de formations dédiés à nos métiers et une nouvelle convention collective qui ne reconnaît plus le diplôme et l'expérience ;
- les aides publiques conséquentes pour décarboner le transport aérien, versées sans contreparties alors que dans le même temps le groupe Airbus a baissé son budget R&D de 3 % entre 2024 et 2025 ;
- les évolutions climatiques, qui doivent être urgemment prises en compte, avec la prise de décisions majeures comme celles de renforcer les flottes de bombardiers d'eau, l'accélération de la décarbonation de nos aéronefs et une toute autre politique spatiale stoppant la course effrénée de pays ou de milliardaires à celui qui lancera le plus de fusées et de satellites...
- les politiques européennes, qui financent avec leurs budgets militaires les champions américains ou israéliens de la défense (avions de combat, missiles, lanceurs spatiaux...) au détriment de programmes européens.

C'est ainsi que le PCF entend démontrer son utilité face aux politiques d'accompagnement et/ou d'abandon industriel et de contre-verses sur des décisions concernant le climat. C'est en opposition aux idées tendant à opposer les salarié-es entres eux, idées portées par le RN et la droite de notre pays.

Dans ce cadre, le Collectif National du PCF de l'Aéronautique et du Spatial est disponible pour des initiatives de rencontres et de débats.

## ENSEMBLE, CONSTRUISONS L'AVENIR DE NOTRE FILIÈRE !

L'actualité sur le terrain est également parlante, avec l'ensemble des faits que nous pouvons avancer ci-dessous :

Les chiffres du dernier salon du Bourget se confirment avec les commandes qui s'accumulent pour *Airbus*, *Boeing*, *Safran* et l'ensemble des donneurs d'ordres de la filière aéro lors du salon de Farnborough près de Londres. A lui seul, le loueur d'avions chinois *SMBC* a commandé 100 *A320NEO* et 100 *B737MAX* auxquels s'ajoutent un potentiel minimum de 400 moteurs. De leur côté, les commandes militaires restent soutenues avec un premier lot de *Rafales* commandé par l'Ukraine et des licences de production pour les missiles associés (*SCALP*, *A2SM Hammer*). La Roumanie a commandé 12 hélicoptères *Caracal* à *Airbus Helicopters* et 12 radars à *Thales*.

Ces quelques exemples démontrent la forte dynamique de l'ensemble des filières de l'industrie aéronautique et spatiale.

*Airbus*, qui s'est fixé un objectif de 870 livraisons d'avions commerciaux en 2026, viserait officiellement 900 livraisons pour cette année.

Nous pourrions avoir toutes les raisons de nous réjouir de cette croissance, mais force est de constater que les salarié-es ne bénéficient pas de celle-ci. En effet, la politique salariale négociée pour 2026 au sein d'*Airbus France* ne prévoit que 0,9 % d'augmentation générale alors que l'inflation en France s'est élevée à 2,4 % en mai. De plus, malgré des résultats financiers records en 2025, la prime de participation a diminué de 54 % en raison du taux de change avec une dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro selon la direction du groupe. Dans le même temps, les actionnaires vont percevoir 2,5 milliards d'euros de dividendes. Les bénéfices d'*Airbus* contrastent avec la perte de pouvoir d'achat des travailleur-euses.

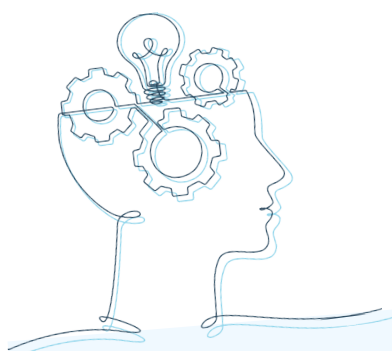


Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2026, les salarié-es d'*Airbus* en Espagne sont massivement en grève. Ce mouvement, parti de la base avec le soutien d'une organisation syndicale, a commencé à Getafe où plus de 3000 salarié-es sont mobilisé-es. Les sites d'Illescas, Albacete, Cadix et Séville ont maintenant rejoint la mobilisation et tous les sites d'*Airbus* sont désormais touchés par la grève.

Le taux de suivi de la grève atteint plus 80 % des effectifs sur plusieurs sites. Une grève unitaire, où les salarié-es d'atelier et les salarié-es de bureau se mobilisent ensemble, car la perte des droits touche tout le monde.

Ce qui se joue en Espagne n'est pas un conflit isolé. C'est la même politique de groupe que la direction applique site par site, pays par pays.

En France comme en Espagne, les salaires reculent chez *Airbus*, les conditions de travail se dégradent. En France comme en Espagne, c'est par la mobilisation de tous qu'il sera possible de stopper les reculs sociaux, gagner des augmentations de salaire et faire progresser les droits.



Le collectif Aéronautique et Spatial est de tous les combats qui servent à lutter contre le réchauffement climatique et qui contribuent à diminuer, voire à supprimer les effets dévastateurs de l'utilisation des énergies fossiles. Mais il constate que depuis des décennies, la science et les actions des salarié-es de cette branche d'industrie ont contribué à diminuer, de façon importante, la consommation en carburant des aéronefs et des pollutions diverses telles que les nuisances sonores. Il est conscient des progrès qu'il reste à faire. Mais la solution ne passe pas par la destruction de centaines de milliers d'emplois, en supprimant la moitié de ce qui constitue le transport aérien.

Seul le développement de la recherche résoudra le problème. Pour se faire, il est un impératif incontournable : c'est celui de renforcer l'emploi dans tous les secteurs, de la recherche à la livraison des appareils.

Comme nous l'écrivons depuis de nombreuses années, la formation aux métiers de l'aéronautique doit être renforcée ainsi qu'une valorisation substantielle des salaires et de la reconnaissance des diplômes et des capacités manuelles et intellectuelles, sources d'attractivité.

**L'argent existe, la distribution de dividendes toujours plus importants tous les ans en est la preuve concrète.**

## La citoyenneté et l'activité politique ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'Entreprise.

Le Medef devrait convaincre les communistes et les salariés de faire de la politique sur les lieux de travail lorsqu'il affirme : « Nous les entrepreneurs nous pouvons être à ce siècle ce que les instituteurs ont été à la troisième République. L'école était chargée de former les citoyens. N'est-ce pas à nous à l'entreprise de leur apprendre le nouveau monde ? »



J'adhère au PCF



Je souhaite recevoir les informations sur les initiatives des campagnes du PCF



Je veux aider financièrement, je verse :

Chèque à l'ordre de ANF-PCF à renvoyer au 2, place du Colonel Fabien, 75019 Paris



Entreprise : .....

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....